

La bosse et le creux

Jean-Marie Harribey

19 février 2009

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2009/02/19/la-bosse-et-le-creux>

La bataille pour le partage de la valeur ajoutée est engagée. Elle ne va pas être simple. D'abord parce que le Medef n'entend pas laisser les actionnaires être dépossédés de la moindre parcelle de la richesse qu'ils sont en mesure de s'accaparer. Ensuite parce que le Président Sarkozy agit en orfèvre pour brouiller les cartes avec son histoire des « trois tiers ». Enfin, parce que les médias s'emparent de cette question et, bien entendu, sont du côté du manche.

Ainsi, le 18 février 2009 dans *Libération*, un article de Grégoire Biseau entend « désintoxiquer » les lecteurs en critiquant la thèse de la baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée au cours des dernières décennies. Sa « désintox » s'appuie notamment sur l'article qu'a publié Denis Clerc dans *L'Économie politique* (n° 44, janvier 2009). Celui-ci reprend son texte qui avait circulé l'an dernier sur Internet et qui avait fait l'objet de discussions au sein du Conseil scientifique d'Attac. À l'époque, Michel Husson avait répondu en reconnaissant le bien-fondé de certaines remarques de méthode de Denis Clerc mais en faisant valoir que, quelles que soient les méthodes de mesure retenues, la tendance à la baisse de la part salariale se vérifiait, même atténuée (notamment quand on raisonne sur la valeur ajoutée après paiement des impôts sur la production par les entreprises). Dans *L'Économie politique*, Denis Clerc ignore la réponse de Michel Husson (<http://hussonet.free.fr/pourtant.pdf>) et il soutient l'idée qu'on ne peut retenir comme point de repère la « bosse » de la part salariale atteinte aux alentours de 1982. Celle-ci éliminée, la part de la masse salariale serait globalement assez stable dans le temps. C'est également le point de vue défendu par Grégoire Biseau, promu « désintoxicateur » à *Libération*.

Pour étayer sa thèse, Denis Clerc effectue une comparaison des pays européens sur la période 1990-2007 : deux groupes de pays se dégagent, les uns voyant la part salariale dans la valeur ajoutée nette des sociétés non financières augmenter (dont la France, + 2,1 points de pour cent de valeur ajoutée nette), les autres baisser (tableau 1, p. 18).

Qui dit vrai ? Ou bien y a-t-il une faille quelque part ? Encore une fois, il y a un problème de méthode. Denis Clerc refuse de prendre pour référence le point le plus haut jamais atteint par la part salariale. Et on peut sans doute lui donner partiellement raison. Mais le problème vient du fait qu'à la place de la « bosse » la plus haute, il retient comme repère le moment le plus creux, c'est-à-dire celui de la fin des années 1980-début des années 1990, après que le décrochage des salaires par rapport à la productivité du travail eut produit ses effets. Or il n'y a pas plus de raison de retenir le creux que la bosse. Bosse et creux ne remettent pas en cause les conclusions auxquelles le FMI (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/01/fra/sumf.pdf>) et l'Union européenne (http://ec.europa.eu/employment_social/employment_analysis/eie/eie2007_chap5_en.pdf) aboutissent sans la moindre hésitation : la part salariale a baissé un peu partout dans le monde capitaliste développé. Et le « déintoxicateur » de *Libération* est passé un peu vite sur l'article de Denis Clerc qui se termine de façon plus nuancée qu'il ne commence.

En fin de compte, la bulle financière ne peut prospérer durablement qu'en proportion de la pression exercée sur les salaires et sur tout ce qui fait la condition salariale : organisation du travail, protection sociale, services publics... Et si cette condition salariale n'avait été fortement dégradée, et si elle avait renoué avec sa « trajectoire historique stable », on ne comprendrait pas pourquoi la crise actuelle serait aussi globale et profonde.

D'ailleurs, ceux qui aujourd'hui contestent la thèse de la baisse de la part salariale se retrouvent pour dire que, après la « bosse » grossie pendant les années 1970, puis le creux approfondi la décennie suivante, la part salariale aurait retrouvé cette place « historique » normale, celle notamment de la période faste des Trente Glorieuses. La lutte pour le

rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée ne serait donc pas justifiée. Cet argument est doublement étonnant.

Premièrement, il semblerait sous-entendre que, puisque la part des salariés était stable pendant les Trente Glorieuses, leur situation n'était pas défavorable. Mais c'est confondre le niveau de l'exploitation de la force de travail et l'évolution de ce niveau. Qui ne se souvient ou qui n'a pas entendu parler des luttes sociales féroces de cette période et qui ont culminé dans le refus du travail à la chaîne dans les années 1960 ? Donc dire que les gains de productivité étaient « partagés » comme on le dit souvent doit être compris comme « partagés de telle sorte que le rapport des forces restait en l'état ». Degré stable de l'exploitation ne signifie pas absence d'exploitation.

Deuxièmement, l'argument est étonnant car il vient une fois de plus nous présenter les Trente Glorieuses comme un modèle pérenne. Or le retour de cette période est impossible et non souhaitable. La préparation d'une économie non productiviste exigera un remodelage de la répartition des revenus et donc une baisse de l'exploitation de la force de travail. À la limite, on peut dire, que même si la part salariale n'avait pas beaucoup baissé, il faudra que son envers, la part actionnariale, baisse considérablement pour que la collectivité puisse maîtriser son destin. Un mode de développement soutenable exige d'une part une réduction drastique des inégalités, d'autre part des investissements massifs pour reconvertir l'économie. Il faudra donc asphyxier les dividendes.

COMMENTAIRE(S)

06 mar 2009

Non, non Thomas se plante. Le papier que "L'économie politique" a publié n'est pas la pure et simple reproduction d'un papier initial (écrit il y a près d'un an pour la la liste de diffusion d'Attac en réponse à une analyse de Michel Husson, papier qu'Ufal-Flash avait repris), mais un papier assez substantiellement modifié, notamment dans sa dernière partie, comme l'a finement noté Jean-Marie Harribey, lecteur critique mais attentif. En outre, j'aimis à jour les chiffres, puisque, entre temps, les données 2007 de la Compta nationale avaient été publiées. Pourquoi n'avoir pas tenu compte des critiques méthodologiques de Michel Husson dans ce deuxième papier ? D'abord ce n'est pas tout à fait exact : j'ai pris en compte ses remarques sur le traitement, à ses yeux erroné, des allègements de cotisations sociales patronales. Sur un autre point, Michel Husson avait reconnu le bien-fondé de ma méthodologie, consistant à raisonner non pas en valeur ajoutée brute, mais en valeur ajoutée nette (après "consommation de capital fixe", c'est-à-dire après déduction de la part du capital constant - je reprends la terminologie marxiste - usé ou obsolète). En revanche, il récusait le fait que je raisonne "au coût des facteurs", c'est-à-dire après avoir enlevé les impôts sur les produits (du type TIPP, taxes sur les alcools, le tabac, etc.). Son argumentation sur ce point ne m'a pas convaincu : ces impôts ne tombent ni dans la poche des propriétaires du capital ni dans celle des salariés, et je suis persuadé que le refus de Michel Husson de les déduire relève davantage d'une analyse circonstancielle que d'une problématique scientifique. S'il le faisait, e, effet, il arriverait aux mêmes conclusions que moi : la part des salaires n'a pas vraiment diminué entre les années 1960 et les années 1990-2007, si ce n'est entre 1971 et 1987. Quant à m'accuser (implicitement) de rouler pour la droite, le patronat et Sarko, merci pour ces "gentillesse", Thomas. Si je comprends bien, les faits n'ont aucune espèce d'importance, seules les convictions sont importantes. Si l'on est persuadé que les salariés sont mis à la portion congrue, les chiffres qui ne vont pas dans ce sens sont forcément truqués, donc inutile d'en tenir compte ... Bravo : c'est c e que l'on appelle de l'idéologie au sens premier du terme (la science des idées). Enfin, sur le RSA, j'aimerais renvoyer Thomas à de nombreux articles que j'ai écrits (dans Alter Eco notamment), et surtout à un livre où je développe les analyses que je fais des politiques publiques en matière d'encouragement au travail paupérisant ("La France des travailleurs pauvres", chez Grasset) : il pourra y vérifier ma soi-disant complaisance à l'égard des politiques publiques dans ce domaine. Denis Clerc

[Signaler](#)

26 fév 2009

Bonsoir, Nous sommes tout à fait d'accord sur ce point : la valeur ajoutée est une notion pertinente si l'on veut discuter de la répartition des revenus. Ce que je voulais faire remarquer tenait à la manière dont ces divers auteurs concevaient la valeur ajoutée, conception qui, malgré les désaccords apparents, reste en droite ligne avec celle de l'orthodoxie. Ainsi lorsque j'emploie le terme « monétariste », je ne fais pas référence à la doctrine, mais au fait de réduire la valeur ajoutée à une simple grandeur « monétaire » alors que celle-ci est une grandeur exprimée en heures de travail, ce qui est chose tout à fait différente (par exemple, le distinguo entre travail vivant/travail mort) et en tant qu'économiste de filiation marxiste, cette précision me semblait importante à effectuer. Pour ce qui est de l'actionnariat, ne risque-t-on pas en se focalisant trop sur ce thème d'en éluder d'autres plus déterminants ? Cordialement, Ghibli

[Signaler](#)

23 fév 2009

Réponse à Ghibli La notion de valeur ajoutée est pertinente pour discuter de la répartition des revenus monétaires puisque tous les revenus en sont issus. Il ne faut pas confondre le fait monétaire et le monétarisme qui est une doctrine orthodoxe légitimant précisément la baisse

des salaires pour garantir le maintien de la rente financière, voire son accroissement. Qu'il faille prendre en compte d'autres éléments, notamment en ce qui concerne la réduction des inégalités qui ne sont pas que monétaires, est justifié mais n'enlève pas le point précédent.

[Signaler](#)

23 fév 2009

Réponse à Emmanuel Alvarez Je partage vos remarques. Sur le plan de la co-existence de secteurs public, mutualiste, associatif, coopératif avec un secteur marchand limité et encadré. Sur le plan aussi du caractère idéologique de l'affirmation de l'insoutenabilité d'une telle co-existence, et de l'augmentation de la part salariale. La crise actuelle justifie que la question de l'après-capitalisme soit calmement reposée, en tenant compte des expériences ratées du XXème siècle. Cordialement. JMH

[Signaler](#)

20 fév 2009

Bonsoir M. Harribey, Je suis l'un de vos anciens étudiants (à la "prépa" CAPES de SES de Bordeaux) et j'ai eu plaisir à vous revoir lors d'une conférence organisée par la section ATTAC Landes à Saint-Paul lès DAX.... Je vous suis gré de reprendre cette indispensable argumentaire sur la répartition de la valeur ajoutée, thème qui peine à occuper le coeur du débat public, en tout cas tel qu'il est médiatisé... La dernière intervention télévisée de N. SARKOZY et les nombreux commentaires qui l'ont succédée montrent à quel point, au-delà des inepties déversées ou cyniques stratégies de persuasion déployées, un quasi consensus s'est imposé au sein des champs politique, médiatique, et "scientifique" sur cette question du partage des richesses économiques marchandes et non marchandes. Parler comme l'a fait notre président de la République de partage des profits ne me semble pas relever d'une confusion mais participe plutôt d'une volonté d'imposer aux yeux de "l'opinion publique" l'idée selon laquelle le partage de la VA entre la masse salariale et les profits n'est susceptible d'aucune modification au détriment de ces derniers. L'argument central qui justifierait ce statu quo est celui de l'absolu nécessité, encore renforcée par l'actuelle récession, de conserver, et mieux encore d'accentuer l'attractivité de nos territoires. Dans une économie de plus en plus mondialisée, il serait "contre-productif", "archaïque", "dangereux", "insensé", "aberrant"... (une liste exhaustive des qualificatifs déqualifiant utilisés par les thuriféraires de la pensée libérale dominante à l'égard de toute théorie et/ou proposition critique serait difficile à établir), d'envisager retrouver un partage de la VA tel que nous l'avons connu à la fin des années 1970-début 1980. Outre le fait que ces commentaires font totalement l'impasse sur toutes possibilités d'alternatives à l'actuel système économique capitaliste, ils tentent systématiquement d'éradiquer toute velléité de démontrer qu'une augmentation de la part de la masse salariale dans la VA peut s'accompagner d'une amélioration de la compétitivité d'un territoire et des organisations qui y déploient leurs activités. Je partage avec vous le souhait, le désir, la "réaliste utopie" d'un dépassement du système tel qu'il fonctionne ou plutôt dysfonctionne actuellement.... Pour des raisons sociales et écologiques, il est urgent de ne plus attendre et de ne pas nous laisser endormir par les discours lénifiants sur la nécessaire moralisation du capitalisme. En effet, comment moraliser un système intrinsèquement amoral ? Comment introduire plus de justice dans un système qui prospère justement au contraire sur l'exacerbation de l'injustice, c'est-à-dire de l'exploitation du travail par le capital ? A la tête d'ATTAC, vous travaillez remarquablement pour démonter ces apories et montrer que d'autres mondes, plus respectueux de l'humain, du vivant sont non seulement possibles mais encore plus indispensables pour espérer suivre la voie d'un progrès économique et social plus harmonieusement partagé. Il me semble cependant tout aussi nécessaire, et cela pourrait être posé comme une argumentation préalable à une volonté de transformation en profondeur de nos économies et de nos sociétés, de théoriser sur la compatibilité entre le processus de globalisation économique et financière qui s'est accéléré au début des années 1980,

l'augmentation de la part de la masse salariale dans la VA et l'attractivité ou la compétitivité de notre pays ou de la zone européenne. Je pense que votre article paru dans le Monde Diplomatique sur la défense des services non marchands va dans ce sens. Montrer et propager l'idée selon laquelle plus et mieux de services publics dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de santé ou encore plus et mieux d'infrastructures publiques ne va pas sans une remise en question de l'actuel partage des richesses, et constitue un atout et non un handicap dans le contexte d'une économie mondialisée me semble être, à l'heure actuelle, l'enjeu essentiel. Cette lutte idéologique, ce combat pour résister contre et renverser cette forme de violence symbolique des classes dominantes consistant à présenter des débats ouverts comme fermés, des politiques discutables comme sans alternatives (les retraites, la santé, la recherche...), doivent être gagnés pour espérer enclencher une prise de conscience collective et un mouvement social d'une ampleur suffisante pour amorcer le processus d'un véritable changement. Pour finir, et revenir au titre de votre article "la bosse et le creux", je trouve particulièrement intéressant que vous développiez cette thèse sur un blog "abrité" par une revue qui met l'accent dans ses derniers numéros sur la relative stabilité du partage salaires-profits dans la VA sur moyenne-longue période. Je n'ai pas lu l'article de Denis Clerc auquel vous faites référence, mais il me semble qu'il reprend en partie les données et arguments déjà développés par Thomas PIKETTY dans certains de ces articles et ouvrages. Pourriez-vous m'indiquer si les critiques que vous adressez à Denis Clerc peuvent être appliquées de la même manière aux travaux de PIKETTY, notamment dans L'économie des inégalités ? Quoiqu'il en soit, on mesure bien, malheureusement, le travail de persuasion qui reste à accomplir lorsque l'on observe l'état de la pensée économique de ceux qui ne figurent pas parmi nos plus mauvais économistes et que l'on ne peut considérer comme des intellectuels au service de l'idéologie dominante. Désolé pour ce trop long développement et merci pour votre engagement qui peut offrir à ceux qui souffrent le plus du capitalisme les moyens de se défendre.... Pour paraphraser Bourdieu, je dirais que vous contribuez à illustrer que les sciences économiques peuvent être, lorsqu'elles ne sont pas dévoyées, "un sport de combat". Cordialement, Frank Saint-Cricq Lompré

[Signaler](#)

20 fév 2009

Je ne comprends pas pourquoi la très sérieuse revue "L'Economie Politique" a publié cet article de Denis Clerc qui a déjà été publié dans UFAL Flash n°44, 20/3/2008. On peut lire l'article à l'adresse suivante : http://www.ufal.info/media_flash/2,article,281,,,,_Quelle-tendance-pour-les-salaires-dans-la-valeur-ajoutee.htm (il s'agit d'une première réponse à un précédent article de Michel Husson consultable sur le site de Michel Husson : <http://hussonet.free.fr/parvabis.pdf>) C'est exactement la même version à la lettre près. Un note de départ aurait pu le préciser. On retrouve une synthèse de cet article dans le Hors Série d'Alternatives Economiques n°78 d'octobre 2008. Michel Husson a entre temps répondu à Denis Clerc sur son propre site : <http://hussonet.free.fr/pourtant.pdf>. L'idéal aurait été de faire un numéro spécial mettant en confrontation les idées de D.Clerc et M.Husson plutôt que de servir du réchauffé... Au passage, l'article de James Galbraith présent dans le même numéro existe déjà à quelques mots près sur le site de la vie des idées : http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20080818_galbraith.pdf. Marc Mousli aurait pu s'économiser une traduction s'il l'avait su... Concernant le partage de la valeur ajoutée, c'est dommage car le mal est fait. Les défenseurs du néolibéralisme se sont précipités et reprenne sans le citer Denis Clerc pour affirmer que les salariés n'ont pas à se plaindre en France car la part des salaires dans la VA n'a pas bougé depuis 20 ans : Nicolas Baverez par exemple dans son débat hebdomadaire du jeudi sur France Info (19/2/2009 à 8h38) et sa consœur Sylvie Pierre-Brossolette (toujours sur France Info mais le 16/2/2009 à 8h38 également). Les économistes vulgaires du journal les Echos (J.M.Vittori) se réfèrent quant à eux explicitement

à D.Clerc pour également affirmer que les salariés doivent la fermer car un très sérieux économiste de "gauche" montre que la part des salaires dans la Va en France n'a pas baissé. Ils ont par contre mis des liens vers des travaux (notamment ceux de Husson ou de la BRI) qui montrent le contraire. Les Echos serait-il plus sérieux que l'Economie politique ? (dossier consultable sur le lien suivant : <http://www.lesechos.fr/info/inter/300306027-petite-bibliographie-commentee-sur-la-chronique-de-jean-marc-vittori---non--les-salaries-ne-sont-pas-sacrifies.htm>) Les salaires ne baissent pas dans la VA, le RSA c'est génial...Sacré Denis Clerc ! Sarkozy et Hirsh n'aurait pas rêvé meilleur allié que le fondateur de la coopérative Alternatives Economiques...C'est trop tard pour dire que le RSA va développer les petits boulots, Jean Gadrey le disait dès le départ sur son blog. Vive Marx, Vive Keynes, A bas la bourgeoisie !

[Signaler](#)

20 fév 2009

Bonjour, Votre propos est très clair, mais sur la conclusion, peut-on oser voir ce qui suivrait logiquement "l'asphyxie des dividendes"? Je pense à l'après-capitalisme. Peut-on imaginer une société reposant sur plusieurs secteurs : public (énergie, transport, banques, aménagement du territoire, etc.), mutualiste (partie du secteur bancaire, assurance sur le modèle de la Sécurité Sociale...) et un secteur privé concurrentiel où le statut des sociétés serait obligatoirement de type Scop, où le pouvoir dans l'entreprise serait tournant et démocratique. Il n'est plus question alors de dividende et d'actionnaire. Cet objectif serait-il économiquement possible ? Je souhaite beaucoup voir émerger cette question, car les tenants du capitalisme nous oppose toujours, comme M. Beseau, que l'accroissement de la part salariale serait insoutenable pour l'économie (sous-entendu pour les actionnaires qui ne supporteraient pas de rogner leur marge à eux). L'implicite de leur raidissement, c'est que selon leur logique l'actionnaire est indispensable, et donc sa part non négociable. La crise de ce système, qui est aussi celle de sa justification idéologique, ne permet-elle pas d'oser évoquer une alternative complète à ce système de production ? E. Alvarez

[Signaler](#)

19 fév 2009

Bonjour, Cette notion de « valeur ajoutée », tant débattue à l'heure actuelle, est hautement confuse et l'on peut reprocher aux différents articles (surtout celui de Husson) de ne pas se départir du discours convenu et dominant sur la question, l'adjonction de raffinements (prise en compte ou non des immobilisations, etc.) ne changeant que peu à l'affaire. En effet, les arguments mis en avant par les auteurs ont tous une tonalité « monétariste » en ce qu'ils accréditent l'idée d'une « valeur ajoutée » comme ne relevant que d'une grandeur « monétaire » alors que (dans une perspective marxiste, il est vrai) celle-ci représente avant toute chose une grandeur exprimée en heures de travail, ce qui ouvre un champ d'analyse bien différent...
Ghibli